

AZF TOULOUSE 2001

Secrets et Mensonges...

BASTA!

21 septembre 2001 - édition de Toulouse

J'accuse !

LETTRE AU PRÉSIDENT DE TOTAL

Par Émile LAMBDA

Lettre à M. Thierry DESMARETS

Monsieur le Président,

Me permettez-vous de vous dire que votre étoile, si heureuse jusqu'ici, est menacée de la plus honteuse, la plus ineffaçable des tâches ?...

Vous êtes sorti sain et sauf de votre dernier forfait, celui de "l'Erika" qui, en sombrant, pollua l'année passée les côtes françaises.

Vous vous préparez à présider au solennel triomphe des super bénéfices de l'entreprise TOTAL. Mais l'explosion de Toulouse élaboussera toujours votre nom, j'allais dire votre règne, par cette affaire qui a fait et qui fera tant de victimes.

L'histoire écrira que c'est sous votre présidence qu'un tel crime social a pu être commis.

La vérité, je la dirai, car j'ai promis de la dire, si la justice régulièrement saisie ne la faisait pas pleine et entière. Mon devoir est de parler, je ne veux pas être complice des menteurs : des médias de la presse écrite et parlée, du patronnat et des syndicats.

C'est à vous, monsieur Desmarests, que je la crierai, cette vérité, de toute la force de ma révolte.

Depuis la construction de cette usine, des incidents tenus secrets se sont produits. Les rapports ont disparu et disparaissent encore aujourd'hui. De nombreuses fois, le signal d'alarme a été tiré par des habitants de Toulouse, par des ouvriers de l'usine, par des écologistes et autres ingénieurs chimistes....

Rien n'a fléchi votre entourage obstiné, qui a continué et même a démultiplié le stockage et la manipulation de produits dangereux pour les ouvriers et la population. Les services de sécurité du Préfet ont démontré avec quel état d'esprit superficiel et inconséquent ils ont accompli leur tâche de contrôle.

Il y a bien le Ministre de l'environnement, mais sur la teneur de ses propos après la catastrophe, il semble bien qu'ils émanent d'un homme à l'intelligence médiocre.

Cette explosion qui, à Toulouse, inaugure le siècle est un cauchemar pour qui en connaissent les causes dans ses détails vrais.

Si j'insiste, c'est que l'œuf est ici, à la Grande Paroisse, d'où va sortir plus tard le vrai crime, l'épouvantable faute, l'irresponsabilité, la totale incurie, dont la France tout entière est malade.

Les ouvriers, les cadres, les ingénieurs même, ont pu se laisser prendre à vos discours lénifiants et mercantiles. Mais vous, monsieur Desmarests, avec vos directeurs et sous-directeurs, vous avez cru bon de mouiller votre personnel, de les forcer à accepter l'inacceptable, de persister dans l'erreur, de la justifier pour plus tard transformer et imposer cette erreur monstrueuse, cette insécurité totale, en avantages.

Depuis le début, il n'y a, de la part du personnel de l'usine que du laisser-aller et de l'incompréhension : tout au plus peut-on leur reprocher d'avoir cédé aux pressions de leur encadrement, aux pressions de leur milieu et aux préjugés de l'esprit de corps, qui en ont fait les acteurs de ce désastre.

Mais vous, vous mentez impunément sans qu'on puisse vous en convaincre. Vous amutez la France, vous vous cachez derrière votre légitime émotion, vous fermez les bouches en troublant les cœurs, en pervertissant les esprits. Je ne connais pas de plus grand crime civique. Voilà donc, Monsieur le Président, les faits qui expliquent comment une telle négligence a pu être commise : les preuves morales, votre situation de fortune, l'absence de concertation et votre continuel cri d'innocence, achèvent de vous montrer pour le contraire de ce que vous êtes : une victime.

Et vous suppliez même que l'on vous donne la possibilité de reconstruire votre entreprise de mort, en prétendant, avec votre personnel, combien, au nom de l'emploi, il serait impolitique de l'arrêter définitivement. Mais le terrible orage qui s'amoncelle sur votre tête devra éclater, tôt ou tard, lorsque la vérité sera connue. Je ne connais pas un politique qui alors se mouillera pour vous.

A la prison Saint-Michel, l'on prépare déjà un logement à votre intention....

J'accuse : l'entreprise TOTAL de mettre en danger de mort des populations entières et de nuire gravement à leur environnement...

J'accuse : Les représentants de l'ETAT d'avoir failli à leur devoir, qui est d'assurer la protection des personnes et de leurs biens...

J'accuse : Les MEDIAS, d'avoir affolé les Toulousains, par des informations erronées...

J'accuse : Une certaine presse et ses JOURNALISTES d'avoir, par des insinuations diffamatoires, incité à la discrimination et à la haine raciale.

J'accuse : Les ELUS locaux et nationaux d'avoir trahi leur mandat en cachant à leurs électeurs les dangers qu'ils encouraient...

J'accuse : l'ensemble des susnommés de ne pas vouloir tirer les leçons de cette dernière catastrophe et de ne toujours pas informer clairement de la dangerosité des autres sites de Midi-Pyrénées et, en particulier, ce qui concerne la centrale de Golfech ...

Veillez croire à notre sincère indignation !

Emile Lambda

P-S : Nous n'avons fait, le citoyen Lambda et moi, que changer quelques mots à l'article, signé Emile Zola, à propos du scandale de l'affaire Dreyfus. Celui de Toulouse, bien que d'une autre nature, n'en n'est pas moins scandaleux...

Bernard Réglat



Quand c'est insupportable... on ne supporte plus !

Nous avons voulu, par ce Basta spécial, partager notre moyen d'expression et permettre à d'autres d'exprimer leur ras-le-bol de l'horreur que nous avons subie et qui continue. BASTA des turpitudes, de l'égoïsme, des grands et petits profits, économiques ou politiques, dont Toulouse crève aujourd'hui... Exceptionnellement, les articles sont signés, montrant que dans un tel contexte, des opinions différentes peuvent s'exprimer, et que chacun assume la sienne.

Supplément à Basta n°37 - Octobre 2001. Directeur de publication : Bernard Réglat. Ont participé à ce numéro : Henri Farreny, Georgette Hinet, Pierre Labeyrie, Jacques Mignard, Patrick Mignard, Bernard Réglat, D. et J. Soupault, et l'équipe habituelle de Basta. Imprimé par I 34, à Toulouse.

Toulouse, 21 septembre 2001, 10h17 :

L'aboutissement d'une logique

Il n'y a jamais que des aspects politiques aux problèmes techniques. Tout acte de production est, contrairement aux apparences, une question politique et sociale avant d'être technique. La technique existe certes, mais c'est la manière dont elle est utilisée qui lui donne tout son sens dans une société. Ainsi le progrès technique en général peut être libérateur ou oppresseur suivant l'usage que l'on en fait c'est-à-dire suivant les finalités qu'on lui assigne. Il ne viendrait à l'idée à personne de condamner les lois de la physique ou de la chimie, mais l'utilisation qui en est faite.

Les conséquences imparables de la loi du profit

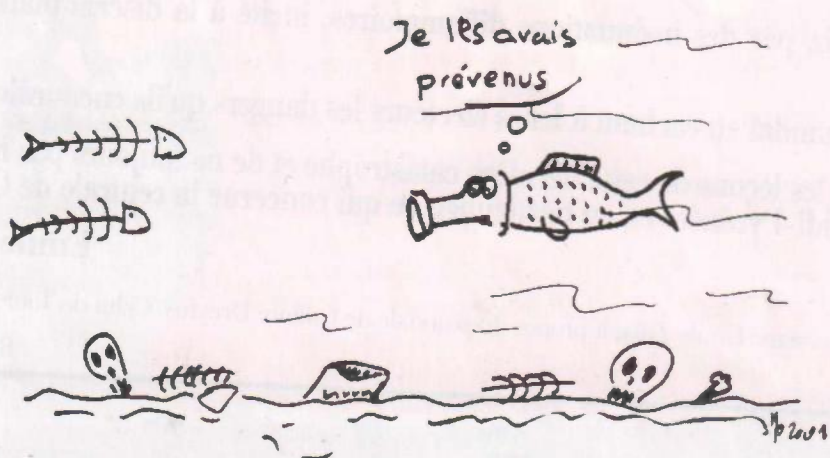
Produire des composés chimiques, comme d'ailleurs tout autre produit, n'est pas neutre, ni dans sa manière, ni dans sa finalité. Dans sa manière: il s'agit de produire le plus possible pour vendre le plus possible, et pour ce faire, il faut des coûts les plus bas possibles, tout cela dans des conditions de compétition toujours plus dures. Pour obtenir des coûts bas il y a une multitude d'astuces: payer peu les salariés ou en utiliser peu, économiser sur la matière première, jouer sur les «économies d'échelle» en construisant de grandes unités de production, rogner sur la sécurité, gérer les stocks au plus juste... L'objectif final étant de valoriser le capital autrement dit de verser des dividendes substantiels aux actionnaires.

Ceci n'est pas nouveau et se retrouve dans à peu près toutes les formes de production en économie de marché: l'Erika, la vache folle, le sang contaminé, les OGM, la catastrophe du tunnel du Mont Blanc... n'ont été ou sont en passe de devenir des conséquences de ce système. Sans parler des catastrophes à venir...

Ce système marchand est accepté par la quasi totalité des citoyen(ne)s qui élisent des personnes pour le gérer. Le salarié a un emploi, le directeur son entreprise, l'actionnaire ses dividendes, le résident son appartement dans une zone pas trop chère, l'agriculteur son engrais, et tou(te)s consommons ce que fabrique l'agriculteur. Tant que ce système fonctionne, personne ne dit rien, ou pas grand chose... les seul(e)s qui posent le problème passent pour des hurluberlus ou des passéistes anti modernistes. Bien entendu, on ne les écoute pas, voire on les fait taire.

Quand la catastrophe se produit, et ce, quelle qu'en soit la cause, c'est le tollé général... on cherche des responsables. Le problème c'est que tou(te)s ont de bonnes raisons de n'avoir rien dit ni fait... puisqu'il ne se passait rien! En fait, tout le monde est responsable, soit directement, soit indirectement, tout simplement en ayant accepté de cautionner un système qui ne peut qu'engendrer ce type de catastrophe.

Sa finalité n'échappe pas non plus à cette logique: produire des engrais pour une agriculture intensive et industrielle (rentabilité oblige) avec toutes les conséquences que l'on connaît sur l'environnement et la qualité de la production... Tout cela correspond à la logique même du système d'économie de marché.



Doit-on condamner l'industrie chimique ?

Sur le fond évidemment pas... Ce n'est pas la chimie qui est responsable, c'est l'utilisation qui en est faite. On peut imaginer une utilisation de la chimie dans un cadre social de production qui n'obligerait pas à concentrer cette production en de grandes unités pour des questions d'économie d'échelle (réduction drastique des coûts par la constitution de grandes unités de production). On peut imaginer une utilisation de la chimie qui n'obligerait pas à une production gigantesque d'engrais pour satisfaire les besoins d'une production agricole intensive. On peut produire des engrais dans des conditions de sécurité optimale, de même que l'on peut utiliser des engrais en respectant l'environnement, sans polluer les sols et les eaux. Encore faut-il que la finalité de la société soit le respect de l'homme et de son environnement. Or, c'est exactement des principes contraires qui fondent notre société: ceux qui fondent la rentabilité et le profit. Ce qui est vrai pour la chimie est également vrai pour toutes les productions de l'activité humaine.



Plus jamais ça ?

Ce cri du cœur qui sort systématiquement de toutes les poitrines au moment d'une catastrophe, s'il est juste et tout à fait respectable, n'en reste pas moins un cri du cœur. La question qui se pose est simple: comment éviter ce type de catastrophe ?

Il est bien évident que l'analyse qui sera faite ne correspondra pas à ce qui vient d'être écrit et ce parce qu'il faudrait repenser toute la logique du fonctionnement économique. Les politiques qui vont mener la réflexion ne peuvent pas remettre en question ces principes qu'ils considèrent comme indépassables. Par exemple ne sera pas menée une réflexion sur le sens de la production des engrais qui poserait le problème de la production agricole. Ne sera pas non plus posé le problème de la concurrence, de la course à la rentabilité, du scandale de la course au profit pour accroître les dividendes des actionnaires. Le débat va être ainsi biaisé, ramené à des proportions qui sauvegarderont les principes mêmes de ce système. Les déclarations des politiques locaux, totalement incohérentes, tentent de répondre à la juste crainte des habitants sans jamais reposer le problème dans son ensemble: ainsi le Maire de Toulouse qui demande la disparition du pôle chimique de Toulouse et son implantation ailleurs (???) Quel ailleurs? pour y faire quoi? la même chose ?

Certes des mesures seront prises comme des délocalisations d'entreprises et le renforcement des mesures de sécurité, mais le temps aidant, la pression de l'opinion publique baissera et l'on recommencera dans un an, dans cinq ans, dans dix ans... à avoir ce type de catastrophe. Le plus sordide serait de se débarrasser de ces «bombes industrielles» dans les pays en voie de développement.

On repousse le problème, on ne le résoud pas. On agit sur les conséquences, jamais sur les vraies causes. On cherche des responsables, alors que nous le sommes tou(te)s.

Il est temps de se réveiller.

Philippe GERBIER

Le calvaire d'une famille de victime d'AZF

Vendredi 21 septembre 2001 (jour de l'explosion)

Sa famille et ses amis ont recherché «leur être cher» : l'époux, le papa et l'ami, pendant 14 heures avant d'avoir l'annonce de sa mort et encore 9 heures d'investigation de plus pour retrouver sa dépouille mortelle. Voici le récit de ces 23 heures d'angoisse.

N'ayant pas de nouvelles de la victime, en début d'après-midi, ses proches sont allés dans les hôpitaux et cliniques de Toulouse, et ont téléphoné aux différentes cellules de crise pour recueillir des informations. Mais RIEN, PIRE ses collègues savaient qu'il était mort : certains dès 11 heures, d'autres à 14 heures, d'autres à 16 heures mais **BLACK-OUT ! SILENCE ! POURQUOI ?** Un membre proche de la famille a même appelé l'un des collègues de la victime qui détenait la triste nouvelle mais toujours le **BLACK-OUT ! SILENCE ! POURQUOI ?**

L'annonce du décès

1) Appel téléphonique d'une cellule de crise vers 0 Heure 30 à un ami de la victime.

2) Convocation à l'hôpital Purpan

3) Annonce du décès par un psychologue à l'épouse de la victime.

Retour au foyer de l'épouse près de ses enfants qui dormaient. Suite à une crise dépressive de la femme de la victime, ses amis appellent un médecin conseillé par l'hôpital Purpan. Ce docteur se déplace et après une piqûre de valium, demande à la veuve «*si elle peut payer*».

Suite à sa réponse affirmative, elle verse à ce médecin solidaire la somme de 300 F. **POURQUOI** les autorités ne sont-elles pas venues au domicile de la victime pour annoncer LE DECES ?

Samedi 22 septembre 2001 :

La recherche du corps

Dès 5 heures 30, des amis ont recherché la dépouille mortelle par téléphone, puis, vers 9 heures 30, en se déplaçant dans les hôpitaux. Vers 10 heures, n'ayant pas de réponse, son épouse s'est rendue à la chapelle ardente. Là, elle constate que les agents des pompes funèbres (PF) négocient les prix des cérémonies funèbres devant les familles des victimes. Intervention «outrée» de la veuve qui les prie de sortir.

Le corps de son mari n'étant pas à la chapelle, elle quitte les lieux et à l'extérieur des équipes télévisées filment. L'épouse indignée se révolte et dans son désarroi crie son indignation.

Vers 12 heures, un appel téléphonique nous indique que le corps de la victime se trouve à Purpan, et sera visible en début d'après-midi.

Vers 14 heures, des proches parents et ses amis se rendent à l'hôpital pour l'identification du corps. L'attente est longue, très longue. Suite aux formalités, des vêtements personnels de la victime sont remis aux PF dans un sac sur la dépouille mortelle. Pendant l'attente, un délégué de la mairie propose un cercueil en chêne «boîte obligatoire» pour l'exposition à la chapelle ardente. La veuve et sa famille refusent d'étaler leur chagrin. Alors il leur est répondu : «*vous paierez votre cercueil*» ! **SANS COMMENTAIRE.**

Dimanche 23 septembre 2001 :

Dès le réveil, un médecin de garde est appelé au chevet des enfants, de la maman et d'un grand-parent. La note est salée : 490 F. Toutes les occasions sont bonnes pour se faire de l'argent.

Vers 15 heures, la famille, y compris les enfants et les amis, se rendent à la morgue pour saluer leur cher disparu. Là, surprise, la victime est présentée dans la housse plastique. **INDIGNATION !** Renseignements pris, on a volé les effets de la victime !

POURQUOI ?

L'un des enfants qui veut comprendre, ouvre la fermeture à glissière et découvre le corps meurtri de son papa. **HORREUR !** Etait-il nécessaire d'infliger des souffrances supplémentaires à la famille !

POURQUOI ?

A la régie municipale des obsèques pour organiser les funérailles de la victime tous les frais sont pris en charge sauf 160 F correspondant à la pose des scellés. **POURQUOI ?**

L'horreur se prolonge

1) La remise à la veuve de l'alliance de son mari encore pleine de SANG. **QUEL TACT ! POURQUOI ?**

2) Les assurances réclament les photographies de l'épave de la voiture qui a explosé avec la victime. Comble de l'ironie, il faut également fournir la carte grise de ce véhicule ! **POURQUOI ?**

3) Notre détresse est extrême, nous n'avons été invités à participer à aucune manifestation officielle. **POURQUOI ?** Ces mêmes politiques n'ont pas daigné nous faire parvenir un message de sympathie. **POURQUOI ?** Par les médias, nous savons que des dons arrivent. Pas un seul centime ne nous est parvenu à ce jour. **POURQUOI ?**

Conclusion

Des voisins et amis ont préparé des repas pour les membres de la famille éplorée. Un traiteur a fourni gratuitement un buffet froid. Un restaurateur a fait cadeau de plusieurs repas et adapté les ouvertures de son établissement pour accueillir la famille du disparu après les obsèques. Des riverains, des associations sportives se sont mobilisés pour apporter leur soutien MORAL et FINANCIER. Enfin des gestes du cœur, d'amitié, de réconfort.

Messieurs «les responsables» politiques ou municipaux êtes-vous si accaparés par vos obligations qu'il vous a été impossible d'écrire un mot à l'une des 29 victimes !

POURQUOI ?

Il est vrai qu'en période pré-électorale il est IMPORTANT, POUR NE PAS DIRE ESSENTIEL, d'être et de paraître devant les caméras!

Toulouse, le 1^{er} octobre 2001.

Georgette HINET, membre de la famille.

La charité selon Saint-Gougne

La France entière s'est émue de la catastrophe de Toulouse et les dons affluent pour secourir la population sinistrée.

Dans un coin du Mirail, à la Reynerie, une association, TO7, fut choisie pour recevoir la manne offerte par le sénateur-maire des Ullis : chaque habitant de la ville ayant donné un franc, c'est la somme de 27 000 francs qui fut ainsi recueillie pour être redistribuée selon les vœux du sénateur-maire, aux habitants sinistrés les plus en difficulté.

Gérard GOUGNE, figure emblématique et grand ordonnateur de l'association, rallonge l'enveloppe auprès d'une grande surface voisine, plus quelques autres dons, la somme de 30 000 francs est atteinte.

A qui redistribuer cet argent, telle est la question à laquelle l'association dut répondre.

De pauvres qu'ils étaient avant, les habitants du Mirail l'étaient plus encore, après l'explosion et c'est donc en fonction de critères de pauvreté avérée que furent sélectionnés une trentaine de Rmistes et de chômeurs et chômeuses fréquentant TO7.

Jusqu'ici, rien à dire. Mais... car il y a un mais qui vous offusquera certainement autant qu'il nous a offusqué nous-mêmes.

Tout d'abord, il y eut obligation faite aux «heureux-ses élu-e-s» d'acheter utile, c'est-à-dire qu'une machine à laver peut être considérée comme un achat utile, mais pas un magnétoscope : une vieille dame s'est vue ainsi évincée de la liste parce qu'elle souhaitait faire cet achat.

Où sont la dignité et la liberté de celui qui reçoit, d'utiliser cet argent comme il lui convient, où sont la générosité et le respect d'autrui de celui qui donne ? Nous vous laissons le droit d'apprécier.

Mais, ce n'est pas fini...

En tant qu'habitué-e-s du repas-débat du jeudi, nous nous sommes retrouvés-e-s, ce jeudi 25 octobre, incrédules et horrifiés-e-s en train d'assister à une grande messe orchestrée par St GOUGNE en personne : une table faisant office de tribune, des chaises pour l'assistance, c'est ainsi que commença le défilé des pauvres, conviés-e-s à venir chercher en personne et nominativement l'obole qui leur était faite.

Ecoeuré-e-s par cette forme de charité-mépris ressuscitée d'un passé révolu, digne des maîtres de forges de Zola, nous avons quitté les lieux et n'avons pu résister à la nécessité de vous livrer ce témoignage.

Dominique et Jacques

Spectacle de la catastrophe... catastrophe

L'explosion du 21 septembre a été un révélateur particulièrement intéressant à analyser quant au comportement des politiciens(es) et militant(e)s politiques. Le scénario est désormais classique : un évènement a lieu, les médias se précipitent, les politiques arrivent. Aujourd'hui on peut légitimement se poser la question : pour qui viennent ces derniers, pour l'évènement ou pour les médias ? La réponse n'est pas évidente, mais à les observer de plus près on constate des choses édifiantes sur les motivations de ces gens là..

La course gagnée (sur Jospin) de Chirac à New York après les attentats du 11 septembre a donné lieu à une course surréaliste dix jours plus tard pour la catastrophe de Toulouse, qui a vu la victoire de Jospin. La gêne que leurs déplacements officiels ont pu provoquer sur les lieux et la banalité affligeante de leurs discours devant les caméras n'auraient pu les dissuader de l'impératif catégorique qu'est pour eux : être vus. Sans parler de la comédie religieuse à la cathédrale Saint-Etienne, où, parmi un parterre de participants très sélectionnés, les représentants de l'Etat laïque se sont livrés à des débordements de bigoterie...

Les second couteaux de la classe politique ne sont pas restés insensibles à l'attrait des médias. La séquence présentée, comme un désormais classique du genre, par Antenne 2 où l'on voit Douste Blazy, accosté par un sauveteur, chercher rapidement des yeux la caméra, déplacer son interlocuteur qui se trouve entre elle et lui et poser ostensiblement pendant que le sauveteur, dont ne voit pas le visage, lui parle, montre quelles sont les véritables préoccupations des politiques dans les situations les plus dramatiques. On peut parier que cette image figurera sur les dépliants publicitaires que sont Capitole Info (financé avec notre fric) ou tout autre papier de propagande électorale. Qu'ils ne participent pas aux secours,

on peut le comprendre, mais qu'ils viennent faire les paons au milieu des victimes et des sauveteurs, il y a là quelque chose de sordide et d'indécemment.

Quant aux fantassins de la politique, les militants des organisations politiques, même celles et ceux qui appartiennent aux partis qui participent depuis des années à la gestion de ce système, ils ont immédiatement investi les différents comités de défense, de soutien, de protestation..., afin de vendre leur camelote politique au citoyen Lambda et aux médias toujours présents.

Ainsi le spectacle de la tragédie met moins en scène les victimes et les acteurs (les sauveteurs) que les exhibitionnistes de tous poils qui s'agitent devant les caméras.

Cyniquement dit, la catastrophe a un double avantage pour le politique :
- l'effet d'évènement exceptionnel attire le regard de l'opinion publique



INTERVIEW

Pierre Labeyrie s'indigne :

Le risque d'explosion a été complètement minimisé

■ Pierre Labeyrie, quelles sont tes critiques à propos de l'explosion d'AZF ?

Avant, pendant et après l'explosion, il existe, de façon claire et nette, des responsabilités fortes, premièrement sur les implantations autour de ces usines à risques, deuxièmement sur l'extension de leur capacité, troisièmement sur le suivi des ces entreprises. Toutes ont bénéficié d'autorisations administratives avec des conditions, et visiblement le contrôle n'a pas été fait comme il aurait dû.

■ Où se situent les responsabilités ?

D'abord, d'une façon générale, aux élus des différents niveaux territoriaux (Communes, Conseil général, Région et Etat) qui ont laissé s'implanter toute une population autour de cette zone. Ceux de Toulouse se sont même battus pour y installer le lycée hôtelier. Heureusement que le secrétariat permanent pour les risques industriels (le SPI) a réuni les associations, les universitaires et certains industriels pour empêcher ce projet. En ce qui concerne le contrôle et le suivi, il y a une défaillance forte de la Préfecture et des services de l'Etat en général. Plus on réfléchit au passé, plus on s'aperçoit que la Préfecture a bloqué des propositions sur lesquelles on était en phase avec les fonctionnaires de la DRIRE.

■ Y-a-t-il eu des courriers adressés en ce sens ?

Bien sûr. Le préfet n'a pas voulu bouger car, pour lui, parler des activités à risques, c'était freiner les implantations et ternir l'image de la ville rose. Récemment, le président du SPI a redit à quel point ses propositions écrites sont restées lettre morte. D'ailleurs, son dernier courrier n'a toujours pas donné lieu à une réponse.

■ Au niveau d'AZF, est-ce qu'il y a eu des négligences dans le contrôle ?

Il suffit de regarder le site internet de la DRIRE. Même avant l'accident, il affichait les procès verbaux qui critiquaient le fonctionnement de la SNPE et des autres usines et les déclaraient non conformes. A mon sens, les contrôles étaient grandement insuffisants. La preuve : aujourd'hui, on s'aperçoit que pour un site Seveso, AZF était en infraction sur pas mal de points. Quant aux autres entreprises, elles sont protégées par leur statut plus ou moins militaire qui empêche de mettre sur la place publique tout ce qui s'y passe réellement.

Toujours sur ce site, on trouve aujourd'hui la liste de l'ensemble des produits dangereux de la zone, avec les quantités initiales, celles qui ont été évacuées ou détruites et celles qui n'ont pas été éliminées. Cette situation fait un peu froid dans le dos à cause de la dangerosité des produits et surtout de leur manipulation, tous en même temps, comme jamais

cela n'a été fait. Là encore, aucune information de la population. S'il y a un pépin, personne ne sait ce qu'il doit faire et comment il peut s'en tirer.

■ La sirène n'a pas marché, l'information n'a pas circulé, peux-tu nous expliquer ce dysfonctionnement ?

D'une manière générale, la population ignorait à côté de quoi elle vivait. Pourtant, le SPI a réalisé 50 000 plaquettes d'information très claires mais qui n'ont pratiquement pas été distribuées par la Préfecture*. C'est un scandale de première grandeur qui ne concerne pas que les services de la Préfecture, mais aussi un grand nombre de maires qui n'ont pas voulu expliquer les risques encourus car cela n'aurait pas été très porteur pour l'extension des lotissements !...

Par contre, le risque d'explosion des amonitrates a été complètement minimisé. On a eu beau parler d'une malveillance d'un gars avec plusieurs slips, toutes les enquêtes concourent aujourd'hui à montrer que la cause de la catastrophe est une mauvaise gestion du stock. Et là, c'est vraiment AZF qui est en cause. Faire semblant de dire le contraire, c'est risqué, surtout pour les agriculteurs qui manipulent ces produits tous les jours...

Maintenant, en fouillant, la DRIRE s'aperçoit que 46 000 tonnes de nitrocellulose stagnent dans des bassins autour de l'usine. C'est une quantité d'explosif énorme ! Cette situation exige des décisions publiques sur la totalité de la zone !

■ Que penses-tu du silence des Verts de Haute-Garonne et des insinuations sur l'hypothèse d'un attentat de la part du ministre de l'environnement ?

Je pense que les choses ne changent que si les citoyens les font bouger. Je ne crois pas qu'un Ministre résolve les problèmes s'il n'y a pas des gens qui se remuent. J'aurais, bien sûr, préféré, plutôt qu'une intervention sur une possible malveillance, une déclaration sur la nécessité d'être très strict avec les usines à risques ! Pour les Verts de Toulouse, l'expression de nos préoccupations et de nos analyses a été très bien faite par Gérard Onesta. Au Parlement européen, il a réussi, entre autre, à obtenir de l'ensemble de la gauche qu'elle prenne des positions correctes sur les risques industriels. Bien évidemment, la situation actuelle nécessite encore plus de vigilance. Localement, les Verts, qui sont tous, comme moi, impliqués dans la bagarre, ont décidé de monter au créneau plus fortement.

* Voir en dernière page.

Ophe du spectacle.

sur le fait, le champ des médias est alors facilement repérable et limité, il suffit de s'y transporter pour être vu par le maximum de personnes,

- l'opinion publique, en plus des victimes, est fragilisée, traumatisée, en recherche de repères, situation idéale pour jouer la compassion, la pitié, l'accablement... le moindre discours, même le plus banal passe et donc politiquement paye.

La vérité de la catastrophe, le pourquoi et les décisions qui s'imposent font aussi l'objet d'une spéculation éhontée. Chaque chapelle a sa propre interprétation, chacun interprète les faits à sa convenance, même les différents services de flics se font des crocs en jambe... dans ce cas, la police judiciaire et les RG. Dans la mesure où le discours officiel est complètement discrédité depuis les multiples mensonges concernant les affaires antérieures (nuage de Tchernobyl, sang contaminé, vache folle, tunnel du Mont Blanc, poulets à la dioxyne...), on peut dire tout et n'importe quoi... et on ne s'en prive pas !

Il n'en reste pas moins que la catastrophe a bien eu lieu et que, le temps passant, l'intérêt politique va se diluer dans l'actualité qui se renouvelle sans cesse. Une fois que chacun aura fait son beurre sur la catastrophe (militants, politiciens, avocats, médias), on passera à autre chose... Quelques nostalgiques reviendront pleurer sur les cendres froides et interviewer les «oublié-e-s»... en attendant le 1^{er} anniversaire, à l'occasion duquel les mêmes vautours viendront lustrer leurs plumes devant les caméras complaisantes. Peut-être que, dans l'oubli général, le site sera livré aux promoteurs au nom d'un réalisme économique et qu'un ridicule petit mémorial fleurira sur un bout de pelouse bien entretenue...

En attendant le prochain scandale...

Patrick Mignard

L'EXPLOSION

Il y avait dans la ville une usine chimique
Qui faisait des engrais et produits azotés,
C'était de ces usines qui font que les yeux piquent
Quand elles crachent en l'air leurs jaunes volutes.

L'usine avait été construite à la campagne
La ville avait grandi et l'avait entourée,
Faisant de l'entreprise de la route d'Espagne
Un danger permanent par tous très redouté.

Celles et ceux qui vivaient au bord de son enceinte
Avaient bien demandé d'éloigner le danger,
Mais les autorités sourdes à toutes ces plaintes
Traitaient par le mépris tous ceux qui protestaient.

Les dégâts programmés par tant d'incompétence
Ont nettoyé le site de toute activité,
Répandant sur la ville grande désespérance
Remplissant hôpitaux, cliniques saturés

Renard qui avait été maire de cette ville
N'avait bien entendu rien fait sur le sujet,
On le voit aujourd'hui hypocrite et servile
Venir verser des larmes d'un air désespéré.

Lui qui n'avait rien dit durant les élections
Le Mulot très gêné se défausse et s'agite
Expose sans pudeur sa triste réflexion
Se fait interviewer en gros plan sur le site.

Toutes celles, tout ceux, élus et politiques
Qui font activité de manipulation,
Essaient de profiter de ce drame historique
Espérant être vus à la télévision.

La nuée des Corbeaux attirée par le drame
Cause dans les micros et court les caméras
Les Blaireaux, les Grenouilles profitent de la manne
Qu'offre si rarement le citoyen Lambda.

Ils avaient tout prévu, envisagé ce cas
Chacun est innocent, c'est l'autre le coupable
«N'y avait qu'à faire ci, n'y avait qu'à faire ça»
Ils montrent simplement qu'ils sont des incapables.

C'est le fric qui commande les décisions publiques
La conclusion est dure pour tous les citoyens
Tous ces politiciens nous font toujours la nique
Cessons de croire en eux, donnons nous les moyens.

La Belette

L'épicentre politique de l'explosion de Toulouse

Sans appartenir à la police scientifique, je crois pouvoir affirmer (à 100 % ! plus fort que le procureur !) que l'épicentre de l'explosion qui a meurtri Toulouse et secoué la France entière ne se trouvait pas au ras du sol, au cœur du stock de nitrate d'ammonium. Non : l'épicentre politique se trouvait dans les hautes sphères qui, cahin-caha, avec ou sans alternance, contrôlent la société capitaliste de bon aloi ("libérale" ils disent) dans laquelle nous vivons et, parfois, survivons.

Car, là-haut, on savait que la Zone Chimique Sud était une bombe. Mais on laissait faire... Pourtant, sur tous les tons, avec papier à en-tête ou banderoles, nous les avertissons : risques d'origine interne, risques tombés du ciel, risques d'attentats ou malveillances, risques de réactions en chaîne ! N'importe quel élu municipal, départemental ou régional, n'importe quel député (même européen) n'importe quel préfet, n'importe quel ministre (même de l'environnement), n'importe quel responsable de média était en mesure de comprendre le danger. Dans leur quasi-totalité, ils n'ont pas réagi comme ils le devaient et le pouvaient. Dans leurs sphères respectives, au mieux, ils n'ont pas pris ces dossiers au sérieux, au pire, ils ont été complaisants avec les projets industriels, pour des raisons "économiques". A courte vue. Car aujourd'hui le mal est fait. Irréparable pour les victimes. Ruineux pour le pays.

Au pays de Descartes, dans la ville où travaillaient le mathématicien Pierre de Fermat et le chimiste Paul Sabatier, personne ne pouvait croire qu'on enferme l'ammoniac, le chlore et le phosgène avec 3 arcs de cercle. Et bien si, ils l'ont cru ! Ou fait semblant. Nos édiles, nos chefs éclairés, nos autorités bienveillantes, ont accepté l'incroyable patatoïde (zone PPI). Pour quelles raisons inexplicables ? Et puis le Préfet, de l'époque, après conciliabules sans doute, a tracé un petit haricot (zone PIG) dans la grosse patate. Le reste de la patate (zone PPI moins zone PIG) est resté constructible pour les habitations, les bureaux, les magasins, ainsi qu'écoles et services médicaux... Qui avait intérêt à réduire la patate en haricot ?

Je salue ici les habitants des quartiers toulousains de la Croix-de-Pierre, Empalot, Lafourquette, Saint-Simon, Mirail, ceux des communes de Ramonville, Vieille-Toulouse, Pechbusque ou Auzerville, mais aussi les travailleurs les plus lucides de la Poudrerie et de l'ONIA, qui ont lutté des années durant. Nous voulions transformer les usines à risques en 10, 15 ou 20 ans. Nous voulions conjuguer l'économie (la juste : pour tous), l'écologie (la vraie : de tous) avec la solidarité et la citoyenneté. Nous voulions reconvertir les usines pour travailler tous, moins, mieux et autrement... Ça n'a pas vraiment marché.

Faute de mieux, reconvertissant seulement la chanson de Gavroche, je veux crier ici que le désastre de Toulouse ce n'est ni la faute à Voltaire, ni la faute à Rousseau, ce n'est ni la faute aux prolétaires, ni la faute aux écolos, même si tous n'étaient pas toujours présents, fermes et unis sur la barricade quand il le fallait. C'est la faute aux gens d'argent et de pouvoir. Ah ! les misérables, que ne nous ont-ils écoutés !

Jeudi 4 octobre 2001

Henri Farreny,
ancien adjoint au maire de Ramonville
ancien Conseiller régional

TEMOIGNAGE D'UN SALARIE D'AZF

L'explosion de l'usine le 21 septembre dernier a emporté 23 de nos collègues de travail. Elle a expédié dans les hôpitaux, souvent durement meurtris, plus de 2000 toulousains. Elle a pulvérisé les bâtiments dans lesquels nous venions chaque jour gagner notre vie, a souvent anéanti plusieurs années de travail, a décimé des familles, brisé des espoirs, précipité dans l'incertitude tout le personnel de l'usine et mis en danger l'emploi de plus de 7000 personnes... Ses effets sont dévastateurs. Les dégâts que certains qualifieraient de "colatéraux" ne le sont pas moins.

Le souffle meurtrier passé, la tentation a été grande, comme toujours en pareil cas, de se replier sur soi, d'oublier certains "repères" et dans une atmosphère d'infinie tristesse, de faire front, face à tous ceux qui, venaient taper aux portes de l'usine.

Les journalistes ont été les premiers. Nous allions rapidement nous rendre compte qu'il y avait surtout parmi eux des "journaloux" à la recherche du bon "coup", du bon mot, du meilleur plan. Certains d'entre nous s'y sont laissé prendre, soucieux de faire partager une peine qu'ils trouvaient trop lourde pour leur corps meurtri. La deuxième explosion était amorcée. Elle allait prendre la forme de propos déformés, de titres racoleurs. Elle n'allait pas tarder à exploser, en première ligne dans "La Dépêche", le fidèle compagnon du matin de beaucoup d'entre nous, et qui allait susciter, pour les reprendre, les pires ragots, avec une insistance qui ne s'est pas, depuis, démentie et avec un objectif que nous découvrirons bien un jour.

La fumée ne s'était pas encore dissipée que d'autres explosions retentissaient autour de nous. Le Maire de Toulouse allumait la première mèche, l'air plus "chien battu" que jamais, entouré d'adjoint(e)s surtout préoccupé(e)s par la proximité des caméras, il préparait mentalement la résolution qui, présentée au conseil municipal, votée à l'unanimité, inviterait les vrais décideurs à tirer un trait sur l'avenir de l'usine et de nos emplois. Quelques minutes plus tard, le Président descendait du ciel pour venir docilement nous expliquer que dans sa boule de cristal il avait vu "l'erreur de manipulation" qui expliquait la catastrophe. La déclaration du procureur allait constituer une nouvelle explosion, à retardement cette fois. Trois jours après la destruction de l'usine,

caché derrière ses lunettes à la Vychinski et devant une forêt de micros, il annonçait d'une voix ferme et assurée que l'enquête engagée et qui devait durer plusieurs mois avait déjà débouché, à 99%, sur la thèse de la négligence...

Certains coups allaient être plus inattendus, ils venaient de ceux qui, il y a quelques années, avaient défilé avec nous pour le maintien de l'usine et de ses emplois. Aujourd'hui, le vent ayant tourné, c'est, avec la même conviction, la fermeture qu'ils en exigeaient en défilant dans une foule hétéroclite au sein de laquelle plastronnaient ceux qui sont tellement amis de la terre qu'ils en oublient ses habitants.

Enfin, chaque jour, la presse locale, en particulier, relayée parfois par le correspondant de *Libération*, assure la continuité par l'explosion de quelques bombinettes. Conforme à l'objectif fixé, elles assurent sans doute un bon tirage à ceux qui les manipulent même si, la colère passée, elles ne font plus parmi nous que l'effet de pétards mouillés.

Reste donc l'impression de grand abandon de la part de ceux qui, en d'autres temps et pour d'autres motifs, auraient eu un comportement différent. Le 21 septembre, l'explosion de l'usine a retiré à certains la vie, à d'autres la santé, le logement ou l'emploi.

Dans l'usine, il faudra ajouter que certains y auront perdu aussi des illusions, ce qu'ils croyaient être des amitiés ou des complicités. L'explosion du bâtiment 221 n'aura pas pulvérisé que des vies, des constructions et des souvenirs. Elle aura aussi démontré que lorsque les circonstances s'y prêtent, derrière la compassion, certains vieux démons resurgissent. Des élus qui parquent, des pouvoirs publics qui se défilent, des intérêts de boutique qui s'exacerbent, etc.. La vie reprend avec ses bassesses et toute sa médiocrité. Les morts sont décidément bien vite enterrés et, quand elles ne «serviront» plus, les victimes seront tout aussi rapidement oubliées...

Domage que ce ne soit tout cela que l'explosion du 21 septembre ait fait péter...

Jacques. Mignard
salarié d'AZF

Ville rose et banlieue grise...

«**F**raternité : des mots qui, en ce moment, reprennent tout leur sens...»

«Voir la ville en rose : une force de caractère...!!!!»

Autant de slogans étalés par la Mairie de Toulouse sur les murs de la ville. Quelle ironie !

Un mois et demi après l'explosion d'AZF, combien d'entreprises sont encore fermées, combien de familles sont toujours dans les courants d'air, beaucoup non relogés, certains entassés chez des amis ou des parents, d'autres déportés dans des Algeco à Blagnac ou à Cugnaux...

Beaucoup de promesses et de déclarations fracassantes ont été faites par les élus de tous bords. De l'argent débloqué, mais pour quoi ?

Pour remettre des carreaux aux fenêtres ? pour reconstruire des murs ou des cloisons ? pour aider tous ces gens au désespoir ? ou, encore une fois, pour faire une nouvelle campagne de communication inepte et de mauvais goût ?

De même que *Total* a mis en place, après l'accident, une cellule de crise, non pour organiser la réparation des dégâts, mais pour étudier comment redorer leur image, la Mairie de Toulouse pense aider les sinistrés avec des affiches-méthode Coué !

La ville en rose, c'est pour les bourgeois et les commerçants du centre ville, ceux dont le premier réflexe a été de faire garder leurs marchandises ; la vie en rose pour eux, c'est vivre entre eux, oublier tout ce qu'il y a autour, les maisons cassées, les enfants et les personnes âgées dans le froid et la panique, et recommencer à vendre... surtout avant Noël ! C'est cela le courage et la fraternité, pour la Mairie de Toulouse !

Mais ailleurs, dans les quartiers et dans les rues dévastées, on ne voit que le gris des panneaux en aggro, les reflets sales des plexi, les hallucinantes silhouettes des poutres tordues, les gravats qui jonchent encore les cours, les jardins, les places... Allez-y donc, peindre en rose, messieurs les beaux-parleurs !

La force de caractère, pour tous ceux qui ont été et restent frappés, cela va être d'exiger que les casseurs payent, que tous ceux qui ont permis l'installation et l'agrandissement de ces usines trinquent, que les nouveaux sans-logis s'installent dans les appartements non ou mal occupés du centre ville, que l'on arrête de construire des centrales nucléaires qui nous pèteront un jour à la gueule... Et surtout, de ne plus supporter l'hypocrisie des nantis ! celle des assurances, celle aussi d'un Conseil général qui, du haut de sa tour de verre aux mille reflets, offre parcimonieusement du contre-plaqué pour cacher la misère et le délabrement des plus démunis...

Espérons que *Total* et les pouvoirs publics garniront, pour Noël, les souliers des sinistrés, déposés devant la cheminée d'AZF, avec autre chose que des bonnes paroles, du plastique ou autres expédients... mais par une complète indemnisation, juste réparation des dégâts commis !



Page 7, ci-contre, extrait de la plaquette :

« Maîtrise de la sécurité »

Cette plaquette de propagande sur la soi-disant sécurité, a été distribuée par la Mairie d'Empalot, aujourd'hui laissés pour compte, ayant devant eux l'horizon bouché, non seulement par le contre-plaqué, mais aussi par le dénuement dans lequel on les abandonne...



Toulouse, une ville si bien protégée !

Nous n'avons pas résisté au déplaisir de reproduire le fac-similé de la plaquette d'information et de "prévention" éditée conjointement par la Préfecture de la Haute-Garonne, le secrétariat permanent de la prévention des problèmes industriels, avec la participation des 15 communes concernées.

Cette brochure, stockée en grande partie dans les caves de la DRIRE*, n'a été que très modestement distribuée à la population, car les municipalités des communes avoisinant le site industriel ne voulaient pas affoler leur électorat !

On peut y lire :

Ce que l'on doit SAVOIR :

Qu'est-ce qu'un accident industriel majeur ?

...Un accident très grave dont les conséquences dépassent les limites du site et peuvent atteindre les populations de la commune et des communes voisines : un incendie, une explosion, un nuage toxique...

On connaît, on a eu les trois !

Que peut-on faire pour l'éviter ?

... L'industriel est dans l'obligation de mettre en évidence les risques de ses installations, leurs conséquences, les moyens de les prévenir et d'y faire face.

Il réalise des études de danger et de sûreté qui sont soumises au contrôle de l'Etat dont la DRIRE.

Mais il paraît qu'ils manquent de personnel !

Et s'il se produit malgré cela ?

... L'industriel établit un Plan d'Opération Interne (POI) ... L'Etat fixe dans un Plan Particulier d'Intervention (PPI), les moyens de secours public (pompiers, SAMU, forces de police)...

On a même eu l'armée !

Cela suffit-il ?

Non, il faut éviter d'augmenter la densité de population dans les zones les plus proches du risque...

On n'a jamais autant construit que ces dernières années, rocades, HLM, écoles, collèges, lycée, université, etc.

Comment serai-je averti d'un accident majeur ?

Ces usines possèdent des sirènes spécifiques qui alertent les personnes... elles émettent un son particulier pendant trois fois une minute. Les sirènes sont testées le 1^{er} mercredi de chaque mois à midi juste.

En fait de sirène, on a eu l'explosion. AZF a invoqué la mort de la personne chargée d'appuyer sur le bouton d'alerte... Mais «Quid» des sirènes des autres sites... Même les pompiers ont dû monter sur le toit de la caserne pour comprendre d'où venait l'accident !**

La langue de bois des responsables de l'Etat, de la direction de l'usine, et des syndicats paraît particulièrement épaisse.

*Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

** Combien d'établissements, notamment bancaires, sont reliés aux services de police qui peuvent ainsi intervenir immédiatement sur les lieux, afin d'assurer la sécurité de leurs biens en cas de hold-up ? ce qui est possible pour les richesses ne l'est pas pour les vies ?

Grande Paroisse

Effectif : 600 personnes.
Chiffre d'affaires : 1 milliard de francs.
Investissement de 1991 à 1993, 250 millions de francs dont **80 millions de francs consacrés à la sécurité et à l'environnement (double confinement du dépotage du chlore, suppression des vapeurs rousses,...)**.

Grande Paroisse a reçu le Filtre d'Or 1992, prix Technologie antipollution, remis par la Région Midi-Pyrénées pour sa contribution à une Garonne plus pure et à un ciel plus clair.



L'application des consignes décrites dans ce document montre, à la lumière des faits, l'inconséquence et l'incompétence des responsables, de l'Etat ou privés, qui l'ont conçue.

Rien n'a fonctionné : ni la sirène, ni la protection des populations, ni la maîtrise des conséquences d'une catastrophe avérée. Le suspense a duré 3 heures, avant de connaître la nature et la toxicité du gaz qui planait au-dessus de la ville. Population mal ou pas informée, écoles et établissements publics mal ou pas préparés, la panique a été générale, bien sûr.

Aujourd'hui, un mois après, on ne sait comment se débarrasser des substances nocives engrangées à AZF, à Tolochimie et à la SNPE. Personne n'informe la population de la destination des stocks à risques démenagés.

La palme revient à AZF (encore elle) qui a reçu (d'après une autre plaquette signée de la mairie, la préfecture et la DRIRE) le **FILTRE D'OR 1992** : prix technologique antipollution remis par la Région Midi-Pyrénées pour sa contribution à une Garonne plus pure et un ciel plus clair !

Au lieu de surveiller les sites, on se congratule, on se donne des prix «filtre d'or» et par derrière le déversement de 9 tonnes d'ammoniaque dans la Garonne le vendredi 19 octobre, a entraîné une pollution massive comme en atteste la mort par centaines de kilos de poissons. La Direction de l'usine, dans sa clairvoyance habituelle, avait dénombré 19 gardons ou ablettes dont la mort pouvaient être imputée au déversement intempestif d'ammoniaque, et il affirmait être couvert par la Préfecture et la DRIRE...

L'inconséquence continue. Il n'est que temps de remplacer les incapables qui ont conduit la population toulousaine au bord du désespoir. Ni les rodomontades des directeurs d'AZF et de Total, ni les propos lénifiants de Douste Chirac ou Jospin, ni les «Y'a qu'à...» ni les «Faut qu'on...» ne nous diront comment les familles seront relogées et indemnisées, comment calmer la douleur et supporter la perte d'un parent ou d'un ami...

ET SURTOUT, une fois que les dix sites toulousains auront été démenagés, ou neutralisés, QUE FAIT-ON SI GOLFECH EXPLOSE ?

MESSIEURS LES RESPONSABLES, ON VOUS ECOUTE...

Bernard Réglat



Quels sont les bons réflexes ?

Vous êtes avertis par la sirène, (supposons !!)



Rentrez dans le bâtiment le plus proche. En restant dehors, ou dans votre voiture, vous ne serez pas protégés.

C'est pratique quand on est embouteillé sur la rocade sous une avalanche de béton, ou bloqué dans sa voiture au milieu d'une panique indescriptible. Quand les bâtiments autour de soi sont prêts à s'effondrer...



Bouchez toutes les arrivées d'air, arrêtez les ventilations...

Comment faire quand il n'y a plus ni toit ni porte, ni fenêtre. Que les rescapés se sont enfuis fermant tout derrière eux



Ecoutez la radio (...) pour connaître les consignes à suivre. Des messages vous informeront de la situation.

Comment ne pas paniquer lorsque des journalistes, sans vérifier leurs sources, annoncent des explosions aux quatre coins de la ville. Dans la première heure la psychose entretenue par la radio fut à son comble.



N'allez pas chercher vos enfants à l'école : les enseignants les mettront en sécurité, ils connaissent les consignes

Peut-on rester immobile, sans téléphone, quand la radio annonce que l'école, le collège, le lycée ou l'université où travaille votre enfant est détruit et qu'il y a des morts et des blessés ?



Ne téléphonez pas pour vous renseigner...

Toutes les lignes étaient coupées, portables compris... ce qui ne faisait qu'augmenter l'angoisse et la panique.

La même cause, l'appât du gain,
produit des effets différents :

Le naufrage de l'ERIKA, l'explosion de TOULOUSE

TOTAL est complètement responsable !

TOTALGAZ

Immeuble Le Diamant
92970 Paris La Défense Cedex
Tél. : (33) 1 41 35 57 00
Fax : (33) 1 41 35 98 45

M REGLAT BERNARD
IMPRIMERIE 34
31530 THIL

La Défense, le 25 janvier 2000

Cher Client,

Le naufrage de l'Erika et ses conséquences ont donné lieu à de multiples commentaires dans les médias, et continuent d'en susciter. TOTALGAZ étant filiale du Groupe TOTALFINA, il m'a paru important de m'adresser à vous personnellement pour vous fournir des explications à la suite de cet accident et vous faire part directement des mesures prises par le Groupe pour lutter contre ses conséquences. Chez TOTALFINA, comme chez TOTALGAZ, la sécurité et le respect de l'environnement sont des préoccupations permanentes dans la gestion quotidienne des opérations.

TOTALFINA a décidé d'élargir son implication, qui se concrétise par les mesures suivantes :

- le financement par TOTALFINA des travaux de pompage de l'épave de l'Erika, afin de ne pas amputer de cette somme les fonds d'indemnisation prévus (jusqu'à 1,2 milliard de francs), qui seront ainsi consacrés en priorité à l'indemnisation des préjudices économiques et au remboursement des frais déjà engagés dans le cadre de la lutte contre la pollution en mer et à terre.
- la mise en place d'un fonds d'urgence de 40 millions de francs permettant notamment l'achat d'équipements et la mise à disposition d'équipes et d'engins affectés au nettoyage des côtes en liaison avec des entreprises de travaux publics et de nettoyage.
- la mise en place d'un programme de restauration durable des équilibres écologiques du littoral, sitôt le nettoyage des côtes terminé, en prenant un soin particulier pour les sites sensibles comme les îles, ceci dans le cadre d'une FONDATION POUR LA MER dotée d'un budget de 50MF.

Le Groupe est déterminé à tout mettre en oeuvre pour que tous ceux qui ont subi un préjudice soient équitablement indemnisés et pour que la qualité de l'environnement soit rétablie.

Ces mesures sont importantes et montrent notre détermination à mériter la confiance de notre clientèle, quelles que soient par ailleurs les responsabilités juridiques dans cette affaire.

Soyez assuré que tout le personnel de TOTALFINA comme celui de TOTALGAZ regrette cet accident et se sent personnellement concerné par ses conséquences. Je peux enfin vous assurer de notre mobilisation à tous les niveaux pour respecter et concrétiser les engagements pris par notre Président, et de notre détermination à garder votre confiance. Avec mes meilleurs vœux, je vous prie d'agréer, cher Client, l'assurance de ma considération.

Gilles Marchal
Directeur Général

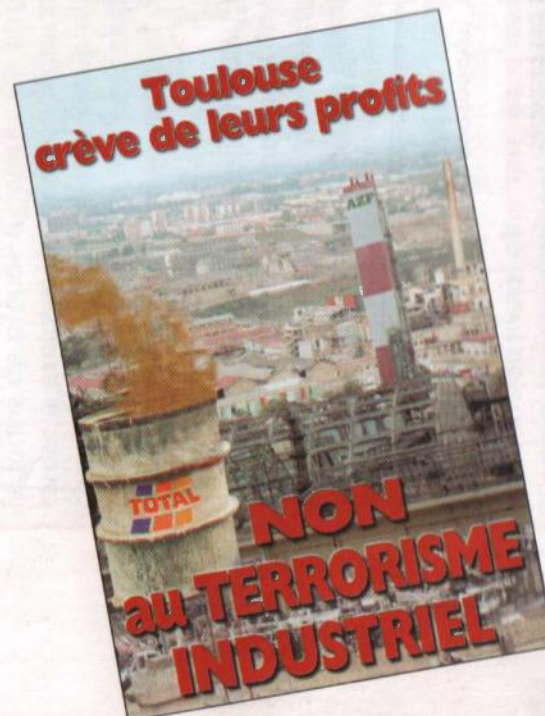


Voici les extraits d'une lettre que m'envoyait Monsieur Marchal en guise d'excuse pour les dégâts causés par le naufrage de l'Erika. Le groupe Total à l'époque cherchait à redorer son blason auprès de sa clientèle indignée.

Dans les termes de ce texte, qui suintent de repentance, d'humilité, du désir du groupe : "de tout mettre en oeuvre pour que tous ceux qui ont subi un préjudice soient équitablement indemnisés et pour que la qualité de l'environnement soit rétablie". On devine la patte des publicitaires !

Mais, qu'importe après l'explosion d'A.Z.F. à Toulouse, si le groupe Total sort de son silence pour me faire part de ses excuses et de ses intentions ... Pour autant, je ne manquerai pas d'en informer les populations, en en réservant la primeur à BASTA ! D'ores et déjà il me paraîtrait de bon ton, publicitairement parlant, d'essayer de toute urgence de réparer financièrement et rubis sur l'ongle ce qui est encore réparable.

En ce qui concerne l'affectif, les regrets pour les souffrances causées, les victimes n'attendent rien de TOTAL FINA, de cette firme à odeur de fric et de mazout !



Spécial : Toulouse, victime du terrorisme industriel

Halte au terrorisme industriel, qui pète, qui pue, et qui dégueule dans la Garonne ! Non aux sécurités qui ne sécurisent pas ! Assez des beaux-parleurs qui profitent de tout ! Ras-le-bol de n'avoir même plus le droit à la vie !

Ne dites pas à ma mère que je travaille à Toulouse...



...elle croit que je suis en sécurité chez Total